

Zeitschrift: Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura
Herausgeber: Association pour la défense des intérêts du Jura
Band: 49 (1978)
Heft: 10: Pages économiques

Inhaltsverzeichnis

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

PJ4

LES INTÉRÊTS DU JURA

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU JURA
Chambre d'économie et d'utilité publique

XLIX^e ANNÉE
Paraît une fois par mois
N° 10 Octobre 1978

SOMMAIRE

Un président vous parle de l'économie, SDES (277) ; **Un conseiller fédéral tire la sonnette d'alarme**, CSC (281) ; **Ce que les banques nous écrivent**, CS, UBS (282) ; **La situation est sérieuse**, par Bernard Müller (285) ; **Chronique économique** (287).

Un président vous parle de l'économie

Dans l'allocution présidentielle qu'il a prononcée le 15 septembre écoulé à l'occasion de la 108^e assemblée des délégués de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, M. Louis von Planta a notamment analysé la situation actuelle de l'économie et les problèmes intérieurs qui lui sont liés :

Situation économique critique

Nous commettrions une grave erreur en minimisant la situation actuelle de notre économie. De nombreuses entreprises, et, dans certains cas, des secteurs économiques entiers sont plongés dans une situation critique en raison des circonstances extérieures défavorables et de l'évolution monétaire catastrophique surtout. Leur rentabilité s'est gravement détériorée et elles livrent actuellement un véritable combat pour assurer leur survie quand bien même ces difficultés n'apparaissent pas encore ni dans les statistiques de notre commerce extérieur ni dans celles qui sont relatives au nombre des chômeurs.

Parallèlement aux épreuves qui nous assaillent de l'extérieur, l'économie suisse doit faire face en même temps à des problèmes dont la maîtrise est détermi-

née en tout ou partie en Suisse. La politique financière et fiscale, la lutte contre l'inflation qui lui est proche, la politique sociale et celle des transports et de l'énergie en sont des exemples. L'orientation qui sera prise en ces domaines aura également une influence décisive à court et à moyen terme sur le développement ultérieur et l'allure générale de notre économie.

Il faut préserver la valeur de l'argent

Nous avons toujours souligné que nous considérons l'inflation comme le mal le plus sournois et que nous attribuons à la lutte menée contre elle une priorité absolue. Il faut cependant reconnaître que ce n'est pas l'économie, mais en fin de compte l'Etat qui est un important fauteur d'inflation, car c'est lui qui promulgue les lois qui contribuent à élever les coûts de production et, partant, les salaires. C'est l'Etat qui, par sa politique de dépenses et par ses déficits surtout, crée des sources d'inflation et provoque la mise en route de la planche à billets. En tout état de cause, l'Etat est aussi l'employeur le plus important et son attitude en matière de politique des revenus a l'effet d'un précédent. Les augmenta-